



# Assemblée générale

Distr. limitée  
2 septembre 2014  
Français  
Original : anglais

---

## Troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement

Apia, 1<sup>er</sup>-4 septembre 2014

Point 11 de l'ordre du jour

Adoption du rapport de la Conférence

## Projet de rapport de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement

*Rapporteur général* : Milan Meetarbhan

### I. Résolutions adoptées par la Conférence

#### Résolution 1

#### Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Samoa, la Voie à suivre)

[Insérer le texte des documents A/CONF.223/L.1 et A/CONF/223/3\*]

#### Résolution 2

#### Remerciements au peuple et au Gouvernement samoans

[Insérer le texte du document A/CONF.223/L.2]

#### Résolution 3

#### Pouvoirs des représentants à la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement

[Insérer le texte du document A/CONF.223/6]



## **II. Organisation des travaux et autres questions d'organisation**

### **A. Date et lieu de la Conférence**

1. La troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement s'est tenue à Apia, du 1<sup>er</sup> au 4 septembre 2014, conformément à la décision 67/558 et aux résolutions 67/207 et 68/238 de l'Assemblée générale. Durant cette période, huit séances plénières et six dialogues multipartites de partenaires ont eu lieu.

### **B. Participants**

2. Étaient représentés les États ci-après et l'Union européenne : [à compléter]

3. Étaient représentées par des observateurs les organisations intergouvernementales et autres entités suivantes : [à compléter]

4. Étaient représentés par des observateurs les membres associés des commissions régionales suivants : [à compléter]

5. Étaient représentées les institutions spécialisées et organisations apparentées suivantes : [à compléter]

6. Étaient représentés les organes de l'ONU suivants : [à compléter]

7. La liste des participants sera publiée sous la cote A/CONF.223/INF/2.

8. Un grand nombre d'organisations non gouvernementales accréditées par la Commission préparatoire ont participé à la Conférence (voir A/CONF.223/PC/8 et A/CONF.223/PC/5).

### **C. Ouverture de la Conférence**

9. La Conférence a été ouverte le 1<sup>er</sup> septembre 2014 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

10. Lors de la séance d'ouverture officielle, à la 1<sup>re</sup> séance plénière, tenue le 1<sup>er</sup> septembre, après l'examen des questions de procédure et d'organisation, le Président de la Conférence, Tuilaepa Sailele Malielegaoi; le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon; le Président de l'Assemblée générale, John W. Ashe; le Président de l'Alliance des petits États insulaires, Baron Divavesi Waqa; le Président du Conseil économique et social, Martin Sajdik; et le Secrétaire général de la Conférence, Wu Hongbo, ont fait des déclarations.

11. Une déclaration a également été prononcée au nom des neuf grands groupes : femmes, enfants et jeunes, peuples autochtones, organisations non gouvernementales, autorités locales, travailleurs et syndicats, entreprises et industrie, communauté scientifique et technique, et agriculteurs.

## **D. Élection du Président et des autres membres du Bureau de la Conférence**

12. À sa 1<sup>re</sup> séance plénière, le 1<sup>er</sup> septembre 2014, la Conférence a élu les membres de son bureau.

### **Président de la Conférence**

13. Le Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et du commerce du Samoa, Tuilaepa Sailele Malielegaoi, a été élu par acclamation Président de la Conférence.

### **Vice-Présidents**

14. Ont été élus vice-présidents :

*États d'Afrique* : Bénin, Maurice et République-Unie de Tanzanie;

*États de l'Asie et du Pacifique* : Japon et Maldives;

*États d'Europe orientale* : Estonie et Roumanie;

*États d'Amérique latine et des Caraïbes* : Bahamas, Barbade et Mexique;

*États d'Europe occidentale et autres États* : Allemagne, Espagne et Turquie.

### **Vice-Président de droit**

15. Le Samoa a été élu par acclamation Vice-Président de droit de la Conférence.

### **Rapporteur général**

16. Milan Meetarbhan (Maurice) a été élu par acclamation Rapporteur général de la Conférence.

## **E. Adoption du règlement intérieur**

17. À sa 1<sup>re</sup> séance plénière, la Conférence a adopté le règlement intérieur recommandé par le Comité préparatoire (voir A/CONF.223/2).

## **F. Adoption de l'ordre du jour**

18. Également à sa 1<sup>re</sup> séance plénière, la Conférence a adopté l'ordre du jour (A/CONF.223/1) :

1. Ouverture de la Conférence.
2. Élection du Président.
3. Adoption du Règlement intérieur.
4. Adoption de l'ordre du jour.
5. Élection des autres membres du Bureau.

6. Organisation des travaux, notamment création des organes subsidiaires, et autres questions d'organisation.
7. Pouvoirs des représentants :
  - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
  - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
8. Débat général.
9. Rapport des dialogues multipartites de partenaires.
10. Document final de la Conférence.
11. Adoption du rapport de la Conférence.
12. Clôture de la Conférence.

### **G. Organisation des travaux, notamment création des organes subsidiaires, et autres questions d'organisation**

19. À cette même séance plénière, la Conférence a approuvé l'organisation des travaux contenue dans le document A/CONF.223/4.
20. Également à cette séance, la Conférence a approuvé, au titre de l'article 63 de son règlement intérieur, la demande d'accréditation présentée par les trois organisations suivantes pour participer à la Conférence en qualité d'observateurs : Union des télécommunications des Caraïbes, Organisation du tourisme du Pacifique Sud et Commission des pêches du Pacifique occidental et central.
21. Toujours à cette séance, la Conférence a décidé, sur recommandation du Bureau du Comité préparatoire, que le Président du Conseil économique et social et un représentant des neuf grands groupes prononceraient des déclarations à la séance plénière d'ouverture.

### **H. Pouvoirs des représentants**

22. Toujours à sa 1<sup>re</sup> séance plénière, la Conférence a, en application de l'article 4 de son règlement intérieur, nommé les États suivants membres de la Commission de vérification des pouvoirs, sachant que la composition de celle-ci est fondée sur celle de la Commission de vérification des pouvoirs de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-huitième session, à savoir Belgique, Chine, Colombie, États-Unis, Fédération de Russie, Gabon, Guyana, République-Unie de Tanzanie et Singapour.

### **I. Documentation**

23. La liste des documents dont la Conférence était saisie figure à l'annexe \_\_\_ au présent rapport.

### III. Débat général

24. À sa 1<sup>re</sup> séance plénière, la Conférence a entendu, au titre du point 8 « Débat général », des déclarations du Président des Palaos, Tommy Esang Remengesau Jr.; du Président des États fédérés de Micronésie, Emanuel Mori; du Président des Comores, Ikililou Dhoinine; du Président des Seychelles, James Alix Michel; et du Président des Îles Marshall, Christopher J. Loeak. Des déclarations ont également été faites par le Président de Zanzibar et Président du Conseil révolutionnaire de la République-Unie de Tanzanie, Ali Mohamed Shein; le Premier Ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée, Peter O'Neill; la Ministre bolivienne de la justice, Sandra Gutiérrez (au nom du Groupe des 77 et de la Chine); et le Commissaire européen au développement, Andris Piebalgs.

25. À la 2<sup>e</sup> séance plénière, le 1<sup>er</sup> septembre, des déclarations ont été faites par le Premier Ministre des Tonga, Lord Tu'ivakano; le Premier Ministre de Nioué, Toke Talagi; le Premier Ministre de Cabo Verde, José Maria Pereira Neves; le Premier Ministre des îles Cook, Henry Puna; le Premier Ministre de Tuvalu, Enele Sosene Sopoaga; le Premier Ministre du Timor-Leste, Kay Rala Xanana Gusmão; le Premier Ministre de Vanuatu, Joe Natuman; le Premier Ministre et Ministre des finances, du développement durable, du développement des ressources humaines, de l'autonomie locale et de la sécurité sociale de Saint-Kitts-et-Nevis, Denzil L. Douglas; le Vice-Premier Ministre des Îles Salomon, Manasseh Maelanga; le Vice-Premier Ministre et Ministre des travaux publics et du développement urbain des Bahamas, Philip Davis; l'Envoyé spécial du Président de la Chine à la Conférence, Yesui Zhang; le Premier Ministre d'Aruba et Chef de la délégation néerlandaise, Mike Eman; l'ancien Président et Envoyé spécial du Président des Maldives, Maumoon Abdul Gayoom; le Ministre des services publics, du développement durable, de l'énergie, des sciences et de la technologie de Sainte-Lucie, James Fletcher; et le Ministre espagnol des affaires étrangères et de la coopération, José Manuel García Margallo.

26. À la 3<sup>e</sup> séance plénière, le 2 septembre, des déclarations ont été faites par le Premier Ministre, Ministre des finances et de l'énergie et Ministre de la sécurité nationale, de l'administration publique, de la gestion des catastrophes, des affaires intérieures, de l'information et des réalisations de la Grenade, Keith Mitchell; le Vice-Premier Ministre du Samoa, Fonotoe Nuafesili Pierre Lauofo; le Ministre kazakh des affaires étrangères, Erlan A. Idrissov; le Ministre malaisien des affaires étrangères, Anifah Aman; le Ministre des affaires étrangères et du commerce de la Jamaïque, Arnold Nicholson; le Ministre d'État singapourien des affaires intérieures et des affaires étrangères, Masagos Zulkifli; le Ministres des affaires étrangères, du commerce extérieur, de la consommation et des technologies de l'information de Saint-Vincent-et-les Grenadines, Camillo Gonsalves; l'Ulu-o-Tokelau, Kuresa Nasau (s'exprimant au nom de la Nouvelle-Zélande); le Ministre des affaires étrangères de Trinité-et-Tobago, Winston Dookeran; le Ministre mauricien des affaires étrangères, de l'intégration régionale et du commerce international, Arvin Boolell; le Ministre bélizien des services publics, des élections et des frontières, Charles Gibson; la Ministre cubaine des sciences, de la technologie et de l'environnement, Elba Rosa Pérez Montoya; la Ministre française du développement et de la francophonie, Annick Girardin; le Vice-Ministre israélien des affaires étrangères, Tzachi Hanegbi; la Ministre des affaires étrangères, de la coopération et des communautés de Sao Tomé-et-Principe, Natalia Pedro da Costa Umbelina Neto; le Secrétaire d'État portugais aux affaires étrangères et à la coopération, Luís Alvaro

Campos Ferreira; le Vice-Ministre parlementaire japonais des affaires étrangères, Takao Makino; le Ministre d'État bangladais des affaires étrangères, Mohammed Shahriar Alam; le Vice-Ministre italien des affaires étrangères, Lapo Pistelli; et le Directeur général du Ministère marocain des affaires étrangères et de la coopération, Abderrahim Kadmiri.

27. À la même séance, l'observateur du Programme des Nations Unies pour le développement a également fait une déclaration.

28. À la 4<sup>e</sup> séance plénière, le 2 septembre, la Conférence a entendu une allocution du Président de Kiribati, Anote Tong.

29. À la même séance, des déclarations ont été faites par : la Ministre guyanienne des affaires étrangères, Carolyn Rodrigues-Birkett; le Vice-Ministre estonien des affaires étrangères, Väino Reinart; le Secrétaire parlementaire auprès du Ministre australien des affaires étrangères, Brett Mason; le Vice-Ministre norvégien des affaires étrangères, Hans Brattskar; le Secrétaire parlementaire auprès du Ministre canadien des affaires étrangères, David Anderson; le Vice-Ministre russe des affaires étrangères, Vassily Nebenzia; la Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministre fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire, Rita Schwarzelühr-Sutter; le Vice-Ministre turc du développement, Mehmet Ceylan; le Vice-Ministre vénézuélien pour le Moyen-Orient et l'Asie, Xoan Noya; le Vice-Ministre dominicain de la planification et du développement, Juan Monegro; le Secrétaire d'État angolais aux relations extérieures, Manuel Augusto; le Secrétaire d'État haïtien aux affaires extérieures, Henry Robert Sterlin; l'Envoyé spécial du Ministre luxembourgeois de la coopération et de l'action humanitaire, Ronald Dofing; l'Assistant du Président pour la science et la technologie et Directeur de l'Office of Science and Technology Policy de la Maison Blanche (États-Unis d'Amérique), John Holdren; le Secrétaire permanent fidjien pour la planification stratégique, le développement national et les statistiques, Pita Wise; le Chef de la délégation béninoise, Jean-François Regis Zinsou (au nom des pays les moins avancés); le Chef de la délégation zambienne, Ngoma Mwelwa Chibesakunda (au nom des pays en développement sans littoral); le Chef de la délégation danoise, Ib Petersen.

30. Également à la même séance, l'observateur du Centre du commerce international a fait une déclaration.

31. À la 4<sup>e</sup> séance plénière, l'observateur du grand groupe des travailleurs et des syndicats (syndicat d'enseignants de Fidji) a fait une déclaration.

[à compléter]

#### **IV. Rapport des dialogues multipartites de partenaires**

##### **« Développement économique durable » (premier dialogue)**

32. Le premier dialogue multipartite de partenaires, tenu l'après-midi du 1<sup>er</sup> septembre 2014, a été présidé par le Premier Ministre barbadien, Freundel Stuart, qui a fait une déclaration liminaire.

33. Des discours liminaires ont été prononcés par le Premier Ministre des îles Cook, Henry Puna; le Premier Ministre de la Grenade, Keith Mitchell; le Ministre néo-zélandais des affaires étrangères, Murray McCully; le Président du Conseil

économique et social et Représentant permanent de l'Autriche auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, Martin Sajdik; le Ministre seychellois de l'environnement et de l'énergie, Rolph Antoine Payet; le Directeur général adjoint du Fonds monétaire international, Zhu Min.

34. Le dialogue a été dirigé par le Directeur du Département du développement durable de l'Organisation des États américains, Cletus Springer, qui a lui aussi fait une déclaration.

35. Un débat a suivi, au cours duquel les représentants de l'Australie, de la Jamaïque, des États-Unis d'Amérique, des Maldives, des Tuvalu et du Chili ont fait des déclarations.

36. L'observateur de l'Organisation de coopération et de développement économiques a également fait une déclaration.

37. Des déclarations ont aussi été faites par les observateurs du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation internationale du Travail, de l'Organisation mondiale du tourisme, du Programme des Nations Unies pour l'environnement, du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, de la Banque mondiale, du Centre du commerce international, de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et du Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

38. Des déclarations ont été faites par les observateurs des grands groupes suivants : Centre for Social Responsibility in Mining, Sustainable Minerals Institute (organisations non gouvernementales); Adventist Development and Relief Agency (organisations non gouvernementales); Pacific Island Women Caucus (femmes); Harrisburg University (communauté scientifique et technologique).

39. À la suite d'un résumé de l'animateur du débat, le Président a déclaré que le dialogue était terminé.

**« Changements climatiques et gestion des risques de catastrophes »  
(deuxième dialogue)**

40. Le deuxième dialogue multipartite de partenaires, tenu le matin du 2 septembre 2014, a été coprésidé par le Ministre espagnol des affaires étrangères et de la coopération, José Manuel García Margallo, et le Vice-Ministre parlementaire japonais des affaires étrangères, Takao Makino, qui ont fait des déclarations liminaires.

41. Des discours liminaires ont été prononcés par : le Président de Kiribati, Anote Tong; le Commissaire européen au développement, Andris Piebalgs; l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour les changements climatiques, Mary Robinson; la Vice-Présidente et Envoyée spéciale pour le changement climatique du Groupe de la Banque mondiale, Rachel Kyte.

42. Le dialogue a été dirigé par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe, Margareta Wahlström, qui a également fait une déclaration.

43. Un débat a suivi, au cours duquel les représentants des Îles Marshall, des États-Unis d'Amérique, du Samoa, des Tuvalu, de l'Allemagne, de la Norvège, de

l'Italie, de la Nouvelle-Zélande, des Îles Salomon, de la Chine, de la Suisse, du Vanuatu, des Maldives, de la République-Unie de Tanzanie et de la France ont fait des déclarations.

44. L'observateur de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a également fait une déclaration.

45. L'observateur de la Commission de l'océan Indien a lui aussi fait une déclaration.

46. L'observateur de la Nouvelle-Calédonie a fait une déclaration.

47. Des déclarations ont aussi été faites par les observateurs du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, du Fonds d'équipement des Nations Unies et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

48. Une déclaration a été faite par l'observateur du grand groupe suivant : le Conseil international des traités indiens (peuples autochtones).

49. Après que les orateurs principaux eurent répondu aux observations formulées et aux questions soulevées, l'animateur a résumé le débat.

[À compléter]

## **V. Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs**

[À compléter]

50. À sa 8<sup>e</sup> séance plénière, le 4 septembre 2014, la Conférence a examiné le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs (A/CONF.223/6).

51. La Conférence a adopté le projet de résolution que la Commission avait recommandé dans son rapport (pour le texte, voir chap. I, résolution III).

## **VI. Adoption du document final de la Conférence**

52. À sa 8<sup>e</sup> séance plénière, le 4 septembre 2014, la Conférence était saisie d'un projet de résolution sur le document final de la Conférence, intitulé « Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Samoa, la Voie à suivre) », déposé par le Président (A/CONF.223/L.1). Elle était également saisie du document intitulé « Samoa, la Voie à suivre », recommandé par le comité préparatoire (A/CONF.223/3).

53. À la même séance, la Conférence a adopté le projet de résolution A/CONF.223/L.1, dans lequel elle a recommandé que l'Assemblée générale fasse sien le document intitulé « Samoa, la Voie à suivre » (pour le texte, voir chap. I, résolution I).

[À compléter]

## VII. Adoption du rapport de la Conférence

54. À la 8<sup>e</sup> séance plénière, le 4 septembre 2014, le Rapporteur général a présenté le projet de rapport de la Conférence (A/CONF.223/L.3). La Conférence a adopté le projet de rapport et autorisé le Rapporteur général à en établir la version définitive, en vue de le présenter à l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session.

## VIII. Clôture de la Conférence

55. À la 8<sup>e</sup> séance plénière, le 4 septembre 2014, le représentant de l'État plurinational de Bolivie a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution transmettant les remerciements de la Conférence au pays hôte (A/CONF.223/L.2).

56. À la même séance, la Conférence a adopté le projet de résolution (pour le texte, voir chap. I, résolution II).

[À compléter]

---